

## PLAN FRANCO-ÉGYPTIEN DE PAIX DANS LA BANDE DE GHAZA

# Etincelle d'espoir pour un cessez-le-feu ?

*L'initiative diplomatique conjointe franco-égyptienne semble porter. Le président israélien Shimon Peres, en tout cas, ne l'y essuie pas d'un propos lapidaire. Sur Sky News, qui l'a interviewé à Jérusalem, il a fait, en effet, la promesse d'examiner le plan de paix concocté par les deux présidents de l'UPM, le duo Sarkozy-Moubarak.*

**Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir)** - Le discours israélien n'est plus au tout bombardement. Shimon Peres donne même l'impression de se saisir de la proposition de paix franco-égyptienne comme d'une bouée de sauvetage. Mais il reste que cette disponibilité à plutôt réagir positivement aux initiatives diplomatiques n'est pas synonyme de paix acquise. Les Israéliens, coupables de mener une guerre atroce aux populations palestiniennes, depuis le blocus imposé à la bande de Ghaza, tenteront de négocier un armistice favorable mais surtout durable. Ils ont surtout pour souci majeur la

sécurisation des frontières. Ce que l'initiative franco-égyptienne ne néglige nullement. Le plan de paix se décline en trois points. En sus d'un cessez-le-feu qui permettrait l'ouverture d'un couloir humanitaire, il consigne aussi des engagements et des garanties pour les deux parties en conflit. Ces garanties devaient traduire, notamment, une sécurisation des frontières, tout en ouvrant des points de passage frontaliers. L'initiative franco-égyptienne ne néglige pas, cependant, la légitime revendication palestinienne, à savoir la levée du siège imposé à la bande de Ghaza. Le prési-

dent israélien trouve qu'il y a matière à examiner de près ces propositions. «Nous apprécions beaucoup la position de l'Egypte. Nous allons étudier ce que l'Egypte propose», a, en effet, déclaré Shimon Peres, ajoutant : «Nous avons maintenant l'idée générale. Nous devons regarder les détails parce que, malheureusement, cela dépend de comment ça va être organisé. Mais ce qui est sur le papier n'est pas suffisant pour changer la situation.» Ce qui est, par ailleurs, nouveau dans le discours israélien après cette mission de bons offices franco-égyptienne, c'est cette affirmation de Peres de ce que son pays ne veut pas prolonger la guerre. Ceci contrairement à Livni et autre qui n'avaient cessé, depuis le commencement des attaques, de soutenir que la guerre engagée

allait se poursuivre jusqu'à ce qu'elle réalise l'entière des objectifs assignés. «Nous ne voulons pas prolonger la guerre, nous n'avons aucune ambition territoriale. Nous voulons en finir avec ça, en finir non seulement avec la situation actuelle mais aussi avec la terreur», a soutenu Peres. Mardi, peu après l'appel de Moubarak à un cessez-le-feu qui permettrait l'acheminement des aides humanitaires pour les populations de Ghaza, le bureau du Premier ministre israélien a annoncé qu'Israël allait ouvrir un couloir humanitaire dans la bande de Ghaza. Ceci pendant qu'un porte-parole de l'armée israélienne annonçait de son côté qu'à compter d'hier, mercredi, les bombardements sur Ghaza cesseront durant trois heures chaque jour, entre 11h00 et 14h00 GMT. Ces signes d'apaisement, si l'on peut ainsi les qualifier, augurent-ils d'une paix proche ? La présidence française, lourdement engagée dans la recherche d'une perspective de paix, se déclare confiante. Elle estime, en effet, «qu'il pourrait y avoir un accord sous quatre à cinq jours sur l'imperméabilité des frontières» et que cela «pourrait conduire à un retrait sous huit jours» de l'armée israélienne de Ghaza.

S. A. I.

## L'ÉCHEC DU PÉRIPLE DE SARKOZY AU PROCHE-ORIENT

# 3 heures par jour de corridor humanitaire pour se donner bonne conscience

*Les amis d'Israël de Sarkozy lui ont dit non. Non au cessez-le-feu et pas (tout au moins pas encore, au moment où l'on met sous presse) de validation de la proposition égyptienne invitant Israéliens et Palestiniens à venir discuter de la sécurité à la frontière palestinienne-égyptienne et examiner un plan de cessez-le-feu immédiat.*

**De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed**

Non donc à l'arrêt des attaques d'Israël qui ont fait 660 victimes palestiniennes, dont celle de mardi soir avec une quarantaine de victimes civiles réfugiées dans une école administrée par l'ONU. Et pourtant, le chef de l'Etat français n'a pas manqué de déclarations tonitruantes, partiales, rapelant, sans équivoque aucune, son camp et condamnant : «L'attitude irresponsable du Hamas» estimant, comble de l'amnésie, «que le Hamas portait une lourde responsabilité dans la souffrance des Palestiniens de Ghaza». Si l'on voulait qu'Israël poursui-

ve et même intensifie ses attaques sur la bande de Ghaza, on ne se serait pas pris autrement. Seule décision d'hier, annoncée par le Premier ministre israélien Ehud Olmert et que l'on veut faire passer pour une concession d'Israël : l'ouverture d'un corridor humanitaire 3 heures par jour et le reste de la journée, les massacres de Palestiniens poursuivront continuer en toute impunité. Lamentable conception de l'humanitaire qui, tous les jours, l'espace de trois heures, tranquilliserait et donnerait bonne conscience aux gendarmes du monde. Certains régimes arabes pourront aussi, en toute quiétude, s'en laver les mains d'une situation qu'ils

ont favorisée parce qu'elle préserve leurs intérêts et ceux de leurs protecteurs. Chaque jour, le corridor humanitaire pourra faire passer vivres et médicaments et à l'échéance de trois heures, on fera place aux massacres pour enfin faire place nette des populations palestiniennes. Ainsi, la population de Ghaza assiégée ne voit aucune solution dans l'agitation diplomatique de Sarkozy et des envoyés de l'UE. Mais il y a encore pire : le blocage de toute résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui, jusqu'à hier soir, n'a entrepris aucune initiative pour assurer la fin des massacres. L'espoir de voir la demande libyenne (seul pays arabe membre du Conseil de sécurité de l'ONU) mise au vote hier (mercredi) aboutir est bien hypothétique. Abderrahmane Chalgham, le ministre des Affaires étrangères libyen, a pourtant pris soin, dans son projet de

résolution qui appelle à un cessez-le-feu immédiat et permanent dans la bande de Ghaza, de mentionner : «La cessation de toutes les activités militaires et les violences, y compris les opérations militaires israéliennes et les tirs de roquettes.» Mais l'aveuglement de ceux qui se sont érigés en gendarmes du monde consiste à ne pas voir ce que peut entraîner comme développement de l'extrémisme la poursuite des attaques israéliennes dans la région et la partialité des jugements. Israël a beau tenter de faire sa guerre à huis clos, sans la présence des médias, les massacres de la population palestinienne, spoliée dans sa terre et ses droits, finiront par se retourner non seulement contre Israël mais contre tous ceux qui ne cherchent que la sécurité d'Israël, comme si celle des Palestiniens ne valait rien.

K. B.-A.

## CE MONDE QUI BOUGE

# Pourquoi Israël a attaqué Ghaza

Par Hassane Zerrouky

Pour Leïla Shahid, déléguée générale de la Palestine auprès de l'Union européenne, le choix d'Israël d'attaquer Ghaza ne peut s'expliquer par la rupture du cessez-le-feu par le Hamas. «Je crois qu'en réalité, Ehud Barak (le ministre de la Défense) a une double arrière-pensée.



Premièrement, il pense qu'il va reconquérir l'honneur bafoué de l'armée israélienne après la guerre contre le sud du Liban en 2006, et redevenir un grand héros. Son deuxième calcul est lié aux élections israéliennes du 10 février pour lesquelles lui-même et Tzipi Livni paraissent perdants dans les sondages tandis que Netanyahu (le chef du Likoud) était donné gagnant, annonçant qu'il arrêterait les négociations avec les Palestiniens et frapperait militairement le Hamas», assure-t-elle dans un entretien au journal *L'Humanité* de mardi. Effectivement, chacun des trois têtes de liste en lice pour ces élections législatives cherche à toucher les dividendes de cette opération militaire visant à en finir avec le Hamas, coupable d'avoir violé le cessez-le-feu en tirant des roquettes sur les civils israéliens. Roquettes qu'un officier supérieur français cité par le *Canard Enchaîné* a comparé à «des piqûres de moustiques» ! C'est dire...

Citant un bilan établi par les renseignements américains, «transmis à leurs homologues français», le journal satirique fait également observer à propos de la trêve entre le Hamas et Israël (qui ne l'a jamais d'ailleurs respectée), qu'«en onze mois, depuis le 1<sup>er</sup> février 2008, jusqu'au 29 décembre (non inclus), 129 Palestiniens (parmi lesquels des femmes et des enfants) ont été tués». Et que «tout au long de cette année, il n'a donc pas suffi à Israël d'asphyxier Ghaza, où la population ne survit que grâce à une aide internationale limitée».

En outre, au-delà de la logique d'épuration ethnique — car c'est de cela qu'il s'agit — Israël, qui sait jouer sur la division des forces palestiniennes, sur l'inaction scandaleuse des régimes arabes et les concessions sans contre-partie de l'Autorité palestinienne, aura réussi à faire du Hamas la seule force de résistance à l'occupation israélienne, rehaussant du coup le prestige des Frères musulmans auxquels le parti de Khaled Mechaâl a réitéré publiquement son allégeance le 14 décembre dernier.

Déjà discrédités par leur impuissance à venir en aide aux Palestiniens autrement que par des déclarations, les régimes arabes vont avoir du mal à gérer la colère légitime de leur propre opinion. Qui plus est, que ce soit en Egypte, en Algérie ou au Maroc, pour ne citer que ces exemples, chacun a pu observer que les islamistes appartenant à la mouvance des Frères musulmans n'ont pas raté l'occasion d'effectuer un retour remarqué sur la scène politique, fustigeant au passage les pouvoirs en place, particulièrement le régime égyptien. Ghaza est, en effet, le seul territoire dans le monde arabo-islamique à être administrée par une force se revendiquant de la confrérie des Frères musulmans.

Et ces derniers n'ont jamais caché qu'ils escomptaient faire de ce petit territoire de 340 km<sup>2</sup> le point de départ de leur projet de califat islamique de l'Atlantique à l'océan Indien, projet dont rêvaient Hassan al-Bana et les pères fondateurs de la confrérie. Aussi rien d'étonnant s'ils s'échinent à réduire une lutte de libération nationale à un affrontement ethnico-religieux, entre musulmans et juifs. Israël, passé maître en matière de brouillage des repères, le sait : ses dirigeants ne ratent aucune occasion pour focaliser l'attention de l'opinion internationale sur une soi-disant dimension religieuse du conflit.

H. Z.